

*Affaires courantes***AFFAIRES COURANTES**

• (1530)

[Français]

PÉTITIONS**RÉPONSE DU GOUVERNEMENT**

M. Michel Champagne (secrétaire parlementaire du ministre des Forêts): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à 14 pétitions. [Note de l'éditeur: Voir les Procès-verbaux d'aujourd'hui.]

* * *

[Traduction]

**L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE
CANADA-EUROPE****PRÉSENTATION DES PREMIER ET DEUXIÈME RAPPORTS**

M. Terry Clifford (London—Middlesex): Monsieur le Président, conformément au paragraphe 34(1) du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, le premier et deuxième rapports de l'Association parlementaire Canada-Europe.

Le premier rapport concerne la 19^e réunion annuelle des délégations des Parlements canadien et européen. Je voudrais dire à tous mes collègues de la Chambre que je m'intéresse tout particulièrement à ce rapport, car il porte sur la sylviculture et les projets concernant Grande-Baleine. Les Européens manifestent beaucoup d'intérêt à ces projets.

Vous vous rappelez sans doute ce qu'ils ont fait à l'industrie de la fourrure, aussi je vous exhorterais à appuyer ce rapport et à connaître les sujets que les Parlements européens étudient à propos du Canada.

Le deuxième rapport porte sur les échanges bilatéraux en Turquie et en U.R.S.S.

Ils ont eu lieu en juin 1991. Je voudrais dire, en particulier au ministre de l'Agriculture qui se trouve à Bruxelles, que la Turquie manifeste beaucoup d'intérêt pour le Canada.

Le Canada pourrait jouer un grand rôle dans le projet du GAP alors que la Turquie augmente ses capacités agricoles et je souhaiterais que nous y participions.

L'U.R.S.S. est ouverte au Canada. Ce pays voudrait recevoir très prochainement la visite d'une délégation de parlementaires canadiens.

* * *

LE CODE CRIMINEL**MESURE MODIFICATIVE**

L'hon. Ralph Ferguson (Lambton—Middlesex) demande à présenter le projet de loi C-302, Loi modifiant le Code criminel (infractions contre le foetus).

—Monsieur le Président, en tant que député, père et grand-père, je suis fermement convaincu du caractère sacré de la vie humaine.

En vertu de l'engagement que j'ai pris envers les électeurs de ma circonscription de protéger les droits de l'enfant à naître, j'ai l'honneur de présenter ce projet de loi à la Chambre aujourd'hui.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la première fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

[Français]

PÉTITIONS**LE DROIT DES TRAVAILLEURS À LA NÉGOCIATION
COLLECTIVE**

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, j'ai le devoir de déposer une pétition, conforme au Règlement, qui incite le gouvernement fédéral à abandonner ou à rejeter l'imposition de contrôle sur les salaires et réitère son appui au libre exercice du droit de tous les travailleurs canadiens à la négociation collective.

Monsieur le Président, le gouvernement actuel est disposé à priver les travailleurs du Canada de leur droit à la négociation collective, à les menacer de perdre leur emploi, et cela notamment au profit de ceux qui font de la sous-traitance, à s'interposer à la conciliation et à l'arbitrage, et à légiférer pour forcer le retour des employés au travail.

Ces pétitionnaires, monsieur le Président, demande sans délai qu'une action soit prise pour corriger cette situation.

[Traduction]

LA FONCTION PUBLIQUE

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, j'ai sous les yeux, conformément aux règles les régissant, trois pétitions.